



CENTRE DE RECHERCHE SUR L'ANTI-CORRUPTION

Enquête sur la perception de la corruption par les ménages – Sud-Kivu

ÉTUDE

2017

Sud-Kivu · mai 2017 · 980 entretiens dans 9
territoires

La première enquête auprès des ménages sur la
corruption en RDC

Sommaire

L'enquête en bref 03

Objectifs et méthode 04

Objectifs – Six questions de départ 04

Méthode – 980 entretiens, un par ménage 04

Résumé 05

La corruption dans le gouvernement et la société 06

Situation générale – Peu de progrès, mais une certaine satisfaction 06

Gravité – Peu citée, mais jugée grave 06

Institutions – Les institutions perçues comme corrompues 06

Secteurs – Douanes, partis politiques et éducation en tête 07

Action publique – Une lutte contre la corruption peu connue 08

Comprendre la corruption 09

Définition – Plus de la moitié ne savaient pas 09

Causes – « Nous avons besoin d'argent » 09

Pratiques – Comment se passent les pots-de-vin 09

Lutter contre la corruption 10

Signaler – Seuls 20,9 % savent à qui s'adresser 10

Obstacles – Pourquoi on ne signale pas 10

Agir – 940 actions déjà menées 10

Conclusion 11

Remerciements 11

L'enquête en bref

Une corruption jugée grave et répandue, mal comprise, rarement signalée – et des citoyens prêts à agir s'ils sont informés.

980

entretiens dans les 9 entités du Sud-Kivu, 950 retenus après vérification

52,5 %

ne savaient pas dire ce qu'est la corruption au début de l'entretien

56,9 %

jugent la corruption grave

20,9 %

savent à quelle institution signaler un acte de corruption



MAI 2017

Objectifs et méthode

Mesurer, pour la première fois en RDC, ce que les ménages pensent de la corruption et de la fourniture des services publics, et établir une base de référence pour les enquêtes à venir.



Cette enquête, financée et conduite par le Centre de Recherche sur l'Anti-Corruption (CERC), fournit des données empiriques pour aider le gouvernement, la société civile et le secteur privé à concevoir et mettre en œuvre des politiques et des programmes qui améliorent la gouvernance au Sud-Kivu et réduisent la corruption.

OBJECTIFS

Six questions de départ

1. Identifier les formes et les pratiques de corruption, et la manière dont le public perçoit chacune d'elles ;
2. identifier les principaux acteurs impliqués dans les pratiques de corruption ;
3. identifier les causes de la corruption ;

4. mesurer la perception du niveau de corruption et des secteurs les plus touchés, comme situation de référence pour suivre les progrès ;
5. mesurer la perception de la volonté politique de lutter contre la corruption ;
6. permettre l'élaboration de plans d'action sectoriels.

MÉTHODE

980 entretiens, un par ménage

Le CERC a conçu un questionnaire de **68 questions de fond**, plus des questions démographiques, sur le modèle des Nations Unies pour les enquêtes quantitatives sur la corruption, adapté au contexte local. Il mesure les connaissances, les attitudes et les pratiques des citoyens face à la corruption.

En mai 2017, quatre enquêteurs, aidés par des leaders communautaires, ont interrogé **980 personnes de 17 à 60 ans** – autant de femmes que d'hommes, une par ménage – dans les neuf entités administratives du Sud-Kivu, ville de Bukavu comprise. Le CERC avait prévu 860 entretiens. Après vérification, 30 questionnaires ont été écartés : **950 réponses** ont été analysées : Bukavu (140), Uvira, Shabunda, Fizi et Mwenga (120 chacun), Walungu (100), Kalehe et Kabare (90 chacun) et Idjwi (80).

Un entretien durait en moyenne **50 minutes** : 872 heures d'entretiens au total. Beaucoup de répondants n'étant pas scolarisés, les enquêteurs lisaient les options de réponse. Les réponses « je ne sais pas », fréquentes au début, ont diminué au fil des questions : l'entretien lui-même a fait connaître la notion de corruption.

Résumé

Les résultats ne dressent pas un tableau optimiste de la corruption au Sud-Kivu, mais ils donnent des raisons d'agir.



- **La corruption est jugée grave** (56,9 %) et en hausse (45,2 %), même si peu de répondants la citent spontanément parmi les problèmes les plus graves de la province, loin derrière le chômage et la pauvreté.
- **Elle est perçue dans la plupart des institutions** : 54,3 % jugent le gouvernement provincial corrompu, 52,9 % les membres du parlement provincial, et l'argent est la forme de corruption la plus citée (58 %).
- **Elle est mal comprise** : 52,5 % ne savaient pas dire ce qu'est la corruption au début de l'entretien.
- **Elle est rarement signalée** : seuls 20,9 % savent à qui la signaler, et la peur des représailles (59,2 %) et l'absence de suite (53,0 %) découragent les signalements.
- **Le besoin d'argent l'explique** pour 46,5 % des répondants, et 59,8 % estiment que la plupart des actes de corruption résultent de difficultés économiques.
- **Les citoyens sont prêts à agir** : 70,1 % pensent que la corruption peut être éliminée ou réduite, les répondants ont rapporté 940 actions déjà menées contre elle, et plus de 60 % souhaitent que le CERC les informe sur leurs droits et sur les moyens de lutter contre la corruption.

CHAPITRE I

La corruption dans le gouvernement et la société



Une corruption jugée grave et en hausse, présente dans la plupart des institutions, et une action publique peu connue.

SITUATION GÉNÉRALE

Peu de progrès, mais une certaine satisfaction

Plus d'un quart des répondants (28,5 %) voient des progrès importants dans la situation générale, 42,6 % peu de progrès et 22,3 % aucun. Pourtant, 62,9 % se disent très ou un peu satisfaits de la situation globale au Sud-Kivu, et seuls 11,0 % très insatisfaits. Les avis sur la situation politique et sur le leadership politique sont partagés, et 30,0 % jugent la situation économique mauvaise.

Problèmes les plus graves de la province	%
Chômage	22,6
Pauvreté	15,8
Mauvaises infrastructures	10,5
Corruption	9,7
Instabilité politique	9,0
Problèmes économiques	4,5
Criminalité	1,6
Système de santé défaillant	1,5

GRAVITÉ

Peu citée, mais jugée grave

Citée par 9,7 % seulement parmi les problèmes les plus graves, la corruption est jugée grave dès qu'on interroge directement les répondants : **56,9 %** la trouvent très ou un peu grave, 15,6 % pas grave. Et **45,2 %** estiment qu'elle est plus élevée qu'au cours des années passées, contre 14,2 % qui la jugent plus faible.

Gravité de la corruption au Sud-Kivu	%
Très grave	40,0
Un peu grave	16,9
Pas trop grave	11,5
Pas du tout grave	3,7
La corruption n'existe pas	0,4
Ne sait pas	25,0

INSTITUTIONS

Les institutions perçues comme corrompues

Ces résultats ne mettent en cause aucun responsable en particulier : ils montrent comment les citoyens perçoivent chaque institution dans la fourniture des services. La corruption est perçue comme répandue dans la plupart des services de l'État, à commencer par le gouvernement provincial.

Institution	Corrompue %	Peu ou pas %	Ne sait pas %
Gouvernement provincial	54,3	14,1	30,1
Assemblée provinciale	48,9	18,1	31,8
Ministère provincial de l'éducation	48,5	18,5	30,9
Office des Routes	47,6	18,1	33,1

La corruption dans le gouvernement et la société (suite)

Institution	Corrompue %	Peu ou pas %	Ne sait pas %
Ministère des mines, de l'énergie et des hydrocarbures	47,2	20,4	30,9
Ministère provincial de la justice et des droits humains	46,3	20,8	31,2
Ministère provincial des travaux publics et infrastructures	46,0	20,9	31,5
Cabinet du gouverneur	45,5	20,3	33,0
Agence congolaise des grands travaux	44,0	22,0	33,0
Cours et tribunaux	43,8	21,4	33,4
Ministère provincial du plan et du budget	41,2	23,6	34,0
Ministère provincial de la santé	39,6	28,0	31,2
Secrétariat du gouvernement provincial	38,3	26,3	33,9
Commission électorale nationale indépendante	35,0	29,6	34,2
Bureau du procureur	32,8	30,7	35,1

Agents et responsables	Corrompus %	Peu ou pas %	Ne sait pas %
Membres du parlement provincial	52,9	15,1	30,7
Ministres provinciaux	47,3	20,2	31,3
Directeurs généraux et administrateurs	45,1	20,9	32,0
Administrateurs de territoire	42,6	23,8	32,1
Juges et procureurs	42,1	25,4	31,1

Agents et responsables	Corrompus %	Peu ou pas %	Ne sait pas %
Défenseurs judiciaires et avocats	41,3	24,2	32,9
Fonctionnaires de l'État	33,2	34,5	31,2

SECTEURS

Douanes, partis politiques et éducation en tête

Sur vingt secteurs et services, la corruption est jugée la plus fréquente dans les **services douaniers** (46,8 %), les **partis politiques** (45,3 %) et **l'éducation** (44,9 %), et la moins fréquente parmi les confessions religieuses (26,1 %), l'armée et la police (33,2 %) et les leaders communautaires (33,9 %). Invités à classer les trois secteurs les plus corrompus, les répondants citent d'abord le **système électoral** (29,6 %), puis les douanes (11,6 %), l'éducation (9,1 %) et la santé (8,2 %) ; le secteur commercial (0,7 %) et les médias (0,9 %) viennent en dernier.

L'argent est la forme de corruption que les agents publics acceptent ou demandent le plus (58 %) ; d'autres répondants citent des motos, des meubles, des véhicules et des cartes téléphoniques. Les répondants fondent leur avis sur leur expérience personnelle (35,0 %), les médias (26,3 %) et leurs amis et connaissances (16,9 %).

ACTION PUBLIQUE

Une lutte contre la corruption peu connue

Seuls **13,9 %** connaissent des mesures prises par le gouvernement contre la corruption au Sud-Kivu, et 86,1 % n'ont pas su juger de leur efficacité.

Une large majorité doute de la volonté politique : à la question de savoir si le gouvernement a une volonté sincère de lutter contre la corruption, 9,1 % sont tout à fait d'accord et 6,5 % d'accord, contre 15,1 % pas d'accord et **54,9 % en désaccord total** ; 12,8 % ne savent pas.

CHAPITRE II

Comprendre la corruption

Une notion mal connue, expliquée d'abord par le besoin d'argent, et des pots-de-vin le plus souvent demandés par les agents.



DÉFINITION

Plus de la moitié ne savaient pas

Au début de l'entretien, **52,5 %** des répondants ne savaient pas dire ce qu'est la corruption. Les autres la définissaient surtout comme l'usage abusif des fonds ou des biens de l'État à des fins personnelles (25,2 %), le vol de l'argent ou des biens d'autrui (11,0 %), la manipulation des droits d'autrui (5,6 %), l'abus de pouvoir (3,6 %) ou le népotisme (2,1 %). Toute campagne contre la corruption doit partir de ce constat.

36,1 % pensent que des citoyens ordinaires peuvent commettre des actes de corruption, 16,1 % que seuls les agents de l'État et les gestionnaires de biens publics le peuvent, et 47,5 % ne savent pas. Interrogés sur les attitudes qui y poussent, 64,9 % ne savent pas répondre ; les autres citent l'avidité et l'ambition de devenir riche (13,7 %), le manque de responsabilité et de sens éthique (6,9 %), les faibles salaires (3,8 %) et les charges familiales (3,7 %).

CAUSES

« Nous avons besoin d'argent »

Pour **46,5 %** des répondants, la corruption s'explique par le besoin d'argent pour vivre et par des salaires inférieurs aux besoins quotidiens ; 7,8 % citent l'ambition de s'enrichir vite, d'autres le manque d'éthique. Un tiers ne savent pas. Ce constat rejoint le chômage et la pauvreté, cités comme les problèmes les plus graves de la province.

Une liste de treize actes – payer un policier pour couvrir une infraction, offrir un cadeau à un enseignant pour une bonne note, faire nommer un proche dans un ministère, utiliser une voiture de service à des fins privées... – a été soumise aux répondants : la majorité les considèrent comme de la corruption, et les « je ne sais pas » ne dépassent plus 13,8 à 20,1 %, signe que la notion est mieux comprise à ce stade de l'entretien.

PRATIQUES

Comment se passent les pots-de-vin

Comment le pot-de-vin intervient-il ?	%
L'agent indique ou demande le pot-de-vin	40,5
Quelqu'un l'offre de son plein gré	12,5
Le montant est connu d'avance, sans discussion	7,5
Ne sait pas	36,9

Seuls **52,1 %** sont très ou assez certains qu'un pot-de-vin permet d'obtenir le service ou de résoudre le problème. Les principales motivations citées sont l'absence d'autre moyen d'obtenir les choses (28,2 %) et la volonté d'éviter des sanctions (18,9 %) ou des paiements officiels plus élevés (7,0 %).

	Oui %	Non %	Ne sait pas %
Accepteraient un pot-de-vin	27,9	55,1	15,2
Donneraient un pot-de-vin si on le leur demandait	31,4	48,1	18,1

Interrogés sur leurs contacts avec quatorze institutions au cours des douze derniers mois, plus de 90 % des répondants n'ont pas répondu ; sur 695 contacts rapportés, 28 demandes de pots-de-vin ont été signalées.

Cet écart entre une corruption perçue comme générale et des cas rarement déclarés mériterait une étude qualitative.

CHAPITRE III

Lutter contre la corruption

Peu de citoyens savent où signaler la corruption, beaucoup craignent de le faire – mais une large majorité est prête à agir.



SIGNALER

Seuls 20,9 % savent à qui s'adresser

À la question de savoir s'ils connaissent une institution où signaler un acte de corruption, **20,9 %** répondent oui, 30,0 % non et 48,4 % ne savent pas. Ceux qui en connaissent une citent d'abord les leaders communautaires :

À qui signaleriez-vous la corruption ?	%
Leaders communautaires	7,3
Cours et tribunaux	5,0
Police	4,6
ONG	4,2
OSCEP (Observatoire de surveillance de la corruption et de l'éthique professionnelle)	3,5
Ne sait pas	70,6

OBSTACLES

Pourquoi on ne signale pas

Raison de ne pas signaler	Oui %	Non %	Ne sait pas %
La plupart des actes de corruption résultent de difficultés économiques	59,8	20,0	18,4
Ceux qui dénoncent s'exposent à des représailles	59,2	22,1	17,6
Manque de preuves	56,2	21,2	20,6
Manque de clarté sur les procédures	55,4	21,5	21,0
On ne sait pas à quelle institution s'adresser	54,5	21,5	21,3
Aucune protection n'est garantie à ceux qui dénoncent	53,3	24,3	20,3
Aucune suite ne sera donnée	53,0	26,2	18,8
Inutile de signaler si cela ne me touche pas	49,9	29,2	19,3
Les signalements ne sont pas reconnus par les organismes de lutte contre la corruption	46,4	29,5	21,9

AGIR

940 actions déjà menées

Une large majorité se dit prête à agir contre la corruption, et les répondants ont rapporté **940 actions** déjà menées par eux-mêmes – une base encourageante sur laquelle construire les campagnes d'information et d'éducation.

Action contre la corruption	Prêts à le faire %	Déjà fait actions
S'abstenir de payer des pots-de-vin	67,2	237
Signaler la corruption à l'OSCEP ou à une ONG anticorruption	61,3	140
Soutenir une campagne d'éducation	60,4	121
Participer à une campagne de sensibilisation	60,3	146

Lutter contre la corruption (suite)

Action contre la corruption	Prêts à le faire %	Déjà fait actions
Porter plainte contre un responsable corrompu	59,6	131
Refuser de rendre des faveurs à des agents ou à leurs proches	55,9	165
Total		940

Conclusion

L'éducation et l'information seront des clés de la lutte contre la corruption au Sud-Kivu.



La corruption est clairement perçue comme présente dans les institutions de l'État et de la société civile, au Sud-Kivu comme dans l'ensemble de la RDC. Quelques secteurs – l'armée, les confessions religieuses – sont jugés relativement moins corrompus, mais la plupart sont perçus comme corrompus par une large part des répondants. Comme plus de la moitié d'entre eux ne savaient pas, au départ, ce qu'est la corruption, la part de ceux qui la voient partout est encore plus élevée parmi ceux qui la comprennent.

L'enquête a aussi informé : les réponses « je ne sais pas » ont reculé au fil de l'entretien, et plus de 60 % des répondants souhaitent que le CERC les informe davantage sur la corruption et sa prévention.

L'éducation et l'information seront des clés importantes pour lutter contre la corruption au Sud-Kivu.

Près de 60 % des répondants pensent que la plupart des actes de corruption résultent de difficultés économiques : une façon de justifier la corruption, alors qu'elle nuit au développement économique et social. Les efforts d'éducation du CERC doivent combattre l'idée qu'elle serait utile, et montrer que la corruption a des conséquences – car beaucoup renoncent à la signaler parce qu'« aucune suite ne sera donnée », que les procédures manquent de clarté ou qu'« il ne vaut pas la peine de signaler si je ne suis pas concerné ».

Cette enquête est une base de référence, appelée à être répétée pour mesurer l'évolution de la corruption au Sud-Kivu. Elle reflète les idées, les croyances et les jugements des citoyens de la province, et offre au CERC et à ses partenaires une base solide pour concevoir leurs stratégies.

Remerciements



Le CERC remercie les habitants du Sud-Kivu qui ont participé à cette enquête et qui s'engagent contre la corruption dans la province, Fredrik Galtung et Valentine Lecruse, d'Integrity Action, pour leurs conseils, ainsi que l'équipe du CERC qui a mené l'enquête et analysé les résultats.

RAPPORT ORIGINAL

Publié par le CERC en juillet 2017, à partir des entretiens de mai 2017.



CENTRE DE RECHERCHE SUR L'ANTI-CORRUPTION

f [cerccongo](#)

X [cerccongo](#)

in [cerccongo](#)

📷 [cerccongo](#)

www.cerc.cd

32, Avenue CPA, Quartier CPA Mushi, Commune de Mont-Ngafula, Kinshasa, RDC

info@cerc.cd · +243 977 757 227

Le CERC est une organisation non gouvernementale (ONG) enregistrée (numéro d'enregistrement : F.92/42579) dotée de la personnalité juridique par le Ministère de la Justice : JUST/SG/20/21311/2021.

Le CERC dispose du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC).

